

The City of Saint John

États financiers consolidés

Le 31 décembre 2023

The City of Saint John

Table des matières

États financiers consolidés

| | Page |
|--|-------------|
| Rapport de l'auditeur indépendant | 1 – 2 |
| État consolidé de la situation financière | 3 |
| État consolidé des résultats et de l'excédent accumulé | 4 |
| État consolidé de la variation de la dette nette | 5 |
| État consolidé des flux de trésorerie | 6 |
| Notes complémentaires aux états financiers consolidés | 7 – 37 |

Rapport de l'auditeur indépendant

À son honneur Madame la Mairesse et aux membres du conseil communal de
The City of Saint John

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de The City of Saint John (la « Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023, et les états des résultats et de l'excédent accumulé, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de son excédent accumulé, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux NCSP, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Comme l'exige le gouvernement du Nouveau-Brunswick, nous déclarons qu'à notre avis, les principes comptables des Normes comptables canadiennes pour le secteur public ont été appliqués de manière uniforme.

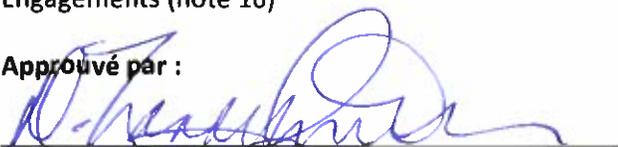
Deloitte LLP

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés
Le 3 septembre 2024

The City of Saint John

État consolidé de la situation financière

Au 31 décembre 2023

| | 2023 | 2022 |
|---|---|---------------------|
| | \$ | \$ |
| Actifs financiers | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4) | 125 027 420 | 117 120 316 |
| Débiteurs (notes 5, 6 et 7) | 31 602 444 | 20 555 712 |
| Placement dans les services énergétiques (note 8) | 88 117 000 | 82 380 000 |
| Billet à recevoir (note 9) | 17 500 000 | 20 000 000 |
| Autres placements (note 10) | 914 019 | 899 331 |
| | 263 160 883 | 240 955 359 |
| Passifs financiers | | |
| Créditeurs et charges à payer (note 11) | 36 660 149 | 29 607 232 |
| Revenus reportés | 1 829 462 | 2 329 976 |
| Paievements de transfert reportés (note 12) | 35 157 872 | 32 727 955 |
| Avantages postérieurs à l'emploi et congés rémunérés (note 14) | 61 683 400 | 78 729 900 |
| Dette à long terme (note 13) | 170 491 740 | 194 883 717 |
| Obligation liée à la mise hors service d'immobilisations (note 20) | 16 141 422 | - |
| | 321 964 045 | 338 278 780 |
| Dette nette | (58 803 162) | (97 323 421) |
| Actifs non financiers | | |
| Stocks | 4 243 240 | 3 992 671 |
| Charges payées d'avance | 1 074 728 | 116 185 |
| Immobilisations corporelles (note 22) | 1 000 845 631 | 984 012 685 |
| | 1 006 163 598 | 988 121 541 |
| Excédent accumulé | 947 360 436 | 890 798 120 |
| Éventualités (note 15) | | |
| Engagements (note 16) | | |
| Approuvé par : | | |
|  Donna Noade Reardon, mairesse |  Gary Sullivan, président du Comité des finances | |
|  Jonathan Taylor, greffier communal | | |

The City of Saint John

État consolidé des résultats et de l'excédent accumulé

Au 31 décembre 2023

| | Budget 2023 (note 2) \$ | 2023 \$ | 2022 \$ |
|---|-------------------------------|-------------|-------------|
| Revenus | | | |
| Impôts fonciers | 142 169 733 | 142 169 733 | 131 483 087 |
| Paiements de transfert inconditionnel | 15 321 432 | 15 321 432 | 16 647 118 |
| Subvention de la Commission de services régionaux de Fundy | 546 630 | 546 630 | - |
| Autres revenus de sources autonomes (note 27) | 29 116 899 | 29 638 033 | 22 411 697 |
| Revenus tirés des services publics d'eau et d'égouts | 49 323 657 | 47 634 536 | 45 312 262 |
| Revenus divers | 1 137 528 | 820 635 | 1 217 810 |
| Apports d'autres entités (note 27) | 270 000 | 1 628 239 | 799 858 |
| Revenus des services énergétiques | - | 5 737 000 | 21 582 000 |
| | 237 885 879 | 243 496 238 | 239 453 833 |
| Charges | | | |
| Services gouvernementaux généraux (note 27) | 51 964 458 | 29 313 989 | 18 126 184 |
| Services de protection (note 27) | 60 973 985 | 55 542 543 | 53 986 800 |
| Services de transport (note 27) | 44 520 700 | 44 923 863 | 44 539 918 |
| Services publics d'eau et d'égouts (note 27) | 51 499 453 | 48 420 840 | 47 035 748 |
| Services d'hygiène du milieu (note 27) | 3 830 567 | 4 134 170 | 3 656 997 |
| Services de mise en valeur de l'environnement (note 27) | 16 989 056 | 20 484 761 | 19 105 025 |
| Services récréatifs et culturels (note 27) | 10 939 888 | 11 038 059 | 10 050 557 |
| Placement dans la Fondation Jeux Canada (note 27) | - | - | 8 743 271 |
| | 240 718 107 | 213 858 225 | 205 244 500 |
| Excédent (déficit) annuel avant les apports aux fins d'investissements en immobilisations | (2 832 228) | 29 638 013 | 34 209 332 |
| Transferts gouvernementaux aux fins d'investissement en immobilisations (note 27) | - | 26 924 303 | 19 983 136 |
| Excédent annuel | - | 56 562 316 | 54 192 468 |
| Excédent accumulé au début de l'exercice | - | 890 798 120 | 836 605 652 |
| Excédent accumulé à la fin de l'exercice | - | 947 360 436 | 890 798 120 |

The City of Saint John

État consolidé de la variation de la dette nette

Au 31 décembre 2023

| | 2023 | 2022 |
|---|---------------------|----------------------|
| | \$ | \$ |
| Excédent annuel | 56 562 316 | 54 192 468 |
| Acquisition d'immobilisations corporelles (note 22) | (62 619 945) | (35 226 780) |
| Perte sur cession d'immobilisations corporelles (note 22) | 636 027 | 925 216 |
| Produit de la vente d'immobilisations corporelles | 52 929 | 362 275 |
| Amortissement des immobilisations corporelles (note 22) | 45 098 043 | 41 478 333 |
| (Augmentation) des stocks | (250 569) | (94 527) |
| (Augmentation) diminution des charges payées d'avance | (958 542) | 434 499 |
| Diminution de la dette nette | 38 520 259 | 62 071 484 |
| Dette nette au début de l'exercice | (97 323 421) | (159 394 905) |
| Dette nette à la fin de l'exercice | (58 803 162) | (97 323 421) |

The City of Saint John

État consolidé des flux de trésorerie

Au 31 décembre 2023

| | 2023 | 2022 |
|---|---------------------|---------------------|
| | \$ | \$ |
| Activités de fonctionnement | | |
| Excédent annuel | 56 562 316 | 54 192 468 |
| Éléments sans effet sur la trésorerie | | |
| Amortissement des immobilisations corporelles (note 22) | 45 098 043 | 41 478 333 |
| Perte à la cession d'immobilisations corporelles (note 22) | 636 027 | 925 216 |
| Produits tirés des services énergétiques | (5 737 000) | (21 582 000) |
| Variation des actifs et des passifs hors trésorerie | | |
| Débiteurs | (11 046 732) | (2 295 977) |
| Stocks | (250 569) | (94 527) |
| Charges payées d'avance | (958 542) | 434 499 |
| Créditeurs et charges à payer | 7 052 917 | (1 148 753) |
| Revenus reportés | (500 514) | 472 644 |
| Paiements de transfert reportés | 2 429 917 | 11 903 993 |
| Autres passifs postérieurs à l'emploi | (17 046 500) | (21 086 387) |
| Augmentation de l'actif au titre des passifs d'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations (note 20) | 16 141 422 | - |
| | 92 380 786 | 63 199 509 |
| Activités d'investissement en immobilisations | | |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 22) | (62 619 945) | (35 226 780) |
| Produit de la vente d'immobilisations corporelles | 52 929 | 362 275 |
| | (62 567 016) | (34 864 505) |
| Activités de financement | | |
| Remboursement de la dette à long terme | (24 391 977) | (23 448 396) |
| Produit de la dette à long terme | - | 7 250 000 |
| | (24 391 977) | (16 198 396) |
| Activités d'investissement | | |
| Achat (rachat) de placements | (14 688) | 8 683 260 |
| Produit du billet à recevoir | 2 500 000 | 2 500 000 |
| | 2 485 312 | 11 183 260 |
| Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | 7 907 104 | 23 319 869 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice | 117 120 316 | 93 800 447 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice | 125 027 420 | 117 120 316 |

1. Objectif de l'organisme

The City of Saint John (la « Ville ») a reçu sa charte royale d'incorporation en 1785. En tant que municipalité, la Ville est exonérée de l'impôt sur le revenu en vertu de l'article 149(1)(c) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada. La Ville s'est dotée de l'énoncé de vision suivant : « Nous sommes des gens dynamiques et engagés, qui sommes portés à travailler ensemble pour fournir des services qui répondent aux besoins de la collectivité et les livrer de façon durable et rentable. »

2. Sommaire des principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés de la Ville représentent les déclarations de la direction de la Ville et ils ont été préparés selon les Normes comptables pour le secteur public (les « NCSP »), tel qu'il est recommandé par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (le « CCSP ») de l'Institut Canadien des Comptables Professionnels Agréés.

Les principales méthodes comptables adoptées par la Ville sont les suivantes :

Périmètre comptable

Les états financiers consolidés reflètent les actifs, les passifs, les revenus, les dépenses et les variations de la dette nette et les flux de trésorerie compris dans le périmètre comptable. Le périmètre comptable englobe tous les organismes et entreprises qui ont l'obligation de rendre compte de la gestion de leurs opérations et de leurs ressources à la Ville, et qui appartiennent à la Ville ou sont sous son contrôle.

Les opérations et soldes interministériels et interorganismes sont éliminés.

Les entités incluses dans les états financiers consolidés, ayant la même fin d'année que la Ville, sont les suivantes :

1. Fonds de fonctionnement général de The City of Saint John
2. Fonds de capital et d'emprunt de The City of Saint John
3. Fonds de fonctionnement de la Régie des services publics d'eau et d'égouts de The City of Saint John
4. Fonds de capital et d'emprunt de la Régie des services publics d'eau et d'égouts de The City of Saint John
5. Commission Saint John Transit
6. Commission de TD Station
7. Commission du centre aquatique des Jeux du Canada
8. Centre des congrès de Saint John
9. Saint John Energy
10. Aréna Lord Beaverbrook
11. Bureau des commissaires de la police de Saint John
12. Bibliothèque publique de Saint John

2. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

Placement dans les services énergétiques

Le placement de la Ville dans Saint John Energy est comptabilisé selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation, conformément aux principes comptables généralement reconnus, tel que le recommandent les NCSP pour les entreprises publiques. En vertu de la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation, les principes comptables de l'entreprise publique ne sont pas ajustés pour se conformer à ceux de la Ville et les soldes et les opérations interorganismes ne sont pas éliminés. La Ville comptabilise ses participations dans le bénéfice annuel ou la perte annuelle de Saint John Energy dans ses états consolidés des résultats et une hausse ou une baisse correspondante dans ses actifs de placement.

Budget

Les données budgétaires comprises dans les présents états financiers ont été approuvées par le Conseil le 12 décembre 2022 et par le ministre des Gouvernements locaux le 9 janvier 2023. Le budget n'est pas audité et ne comprend pas l'élimination des revenus et des charges interorganismes des entités contrôlées.

Comptabilisation

Les produits non affectés et d'autres sources de revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsque la réception est raisonnablement assurée. Les apports affectés sont comptabilisés en produits pour l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les autres revenus sont comptabilisés à mesure qu'ils sont gagnés. Les impôts fonciers, qui sont autorisés par le Conseil, sont constatés à titre de revenus pour la période au cours de laquelle les impôts sont levés.

Paiements de transfert

Les paiements de transfert sont comptabilisés dans les états financiers consolidés à titre de revenus au cours de la période où les faits donnant lieu au transfert surviennent, dans la mesure où les transferts ont été autorisés, tous les critères d'admissibilité ont été respectés, sauf lorsque les stipulations du transfert créent une obligation répondant à la définition d'un passif, et des estimations raisonnables des montants peuvent être faites. Les transferts sont comptabilisés en revenus reportés lorsque les montants sont reçus, mais que les critères d'admissibilité ne sont pas tous respectés.

Charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Le coût de tous les biens consommés et services reçus au cours de l'exercice est passé en charges.

2. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public exige de la direction qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés de l'actif et du passif, sur l'information relative aux actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, et sur les montants présentés des revenus et des charges au cours de l'exercice. Les principaux éléments des états financiers consolidés à l'égard desquels la direction doit faire des estimations comprennent la durée de vie utile des immobilisations corporelles, la dépréciation des immobilisations corporelles, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les taux d'amortissement, les provisions pour créances douteuses à l'égard des montants à recevoir et l'estimation du passif pour les régimes de retraite. Les estimations sont fondées sur les meilleures informations disponibles au moment de la préparation des états financiers et sont passées en revue chaque année pour tenir compte des nouvelles informations disponibles. Les présents états financiers font l'objet d'une incertitude relative à la mesure. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations de façon significative.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les soldes auprès de banques et les dépôts à court terme ayant des échéances initiales de trois mois ou moins. La trésorerie soumise à restrictions ne peut servir à des fins de fonctionnement et ne peut faire l'objet de prélèvements puisqu'elle est soumise à des restrictions légales aux termes d'ententes spéciales avec des tiers.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers ayant une existence matérielle :

- qui sont destinés à être utilisés par la Ville pour la production ou la fourniture de biens, pour la prestation de services ou pour l'administration, à être donnés en location à des tiers, ou bien à servir au développement ou à la mise en valeur, à la construction, à l'entretien ou à la réparation d'autres immobilisations corporelles;
- dont la durée s'étend au-delà de un exercice et qui sont destinés à être utilisés de façon durable;
- dont la valeur minimale est de 5 000 \$, dans le cas d'immobilisations individuelles, ou de 25 000 \$, en ce qui a trait aux immobilisations groupées;
- qui ne sont pas destinés à être vendus dans le cours normal des activités.

2. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, lequel comprend tous les montants directement rattachés à l'acquisition, à la construction, au développement ou à la mise en valeur ou à l'amélioration de l'immobilisation. Les immobilisations dont la valeur se situe en dessous du seuil établi sont passées en charges aux fins de la comptabilité. Le coût des immobilisations corporelles est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative, comme suit :

| Type d'immobilisation | Années |
|--|------------------------------|
| Mobilier et matériel de bureau | 5 à 15 |
| Matériel et logiciels liés aux technologies de l'information | 1 à 15 |
| Terrains | s.o. |
| Aménagements de terrain | 5 à 100 |
| Améliorations locatives | Durée du contrat de location |
| Machinerie et matériel | 3 à 25 |
| Bâtiments municipaux | 10 à 70 |
| Transport | 5 à 50 |
| Véhicules motorisés et équipement mobile | 5 à 20 |
| Réseaux d'eau et d'eaux usées | 5 à 100 |

Au cours de l'année d'acquisition et de l'année de cession, la moitié de l'amortissement annuel est constatée.

Les immobilisations en cours de construction ne sont pas amorties tant que l'immobilisation n'est pas en utilisation.

La valeur des immobilisations corporelles est réduite lorsque des conditions indiquent que la valeur de l'immobilisation a diminué, que la réduction de valeur peut être estimée de façon objective et qu'il y a lieu de s'attendre à ce que la réduction soit permanente. Les moins-values nettes sont passées en charges dans l'état des résultats.

Les immobilisations qui proviennent d'un apport ou d'un don sont comptabilisées à la juste valeur à la date de la construction ou du don. Dans certaines circonstances, elles peuvent être comptabilisées au coût de remplacement.

En raison de la mise en œuvre par la Ville du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », la direction doit faire des estimations quant à la durée de vie utile des immobilisations corporelles visées par de telles obligations et aux coûts de mise hors service attendus, ainsi qu'au calendrier de ces coûts et à la période durant laquelle ils devront être engagés.

2. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

Information sectorielle

La Ville offre un vaste éventail de services à ses résidents. Aux fins de la présentation de l'information par la direction, les opérations et les activités sont classées et présentées selon leur fonction. Cette présentation a été mise sur pied en vue de comptabiliser des activités spécifiques pour atteindre certains objectifs, conformément à des règlements et à des restrictions particuliers. Les services municipaux sont fournis par les secteurs suivants :

Services gouvernementaux généraux

Ce secteur est responsable de la gouvernance et de l'administration financière générale de la Ville, ce qui comprend les fonctions liées au Conseil, la gestion générale et financière, les questions juridiques et la conformité aux lois, ainsi que les relations avec les citoyens.

Services de protection

Ce secteur est responsable de la prestation de services policiers, de services de protection contre les incendies, de mesures d'urgence, de contrôle des animaux et d'autres mesures de protection.

Services de transport

Ce secteur est responsable des services de transport en commun, de l'entretien des routes et des rues, de l'éclairage des voies publiques, des services de gestion de la circulation, du stationnement et d'autres fonctions liées au transport.

Services publics d'eau et d'égouts

Ce secteur est responsable de la prestation de services publics d'eau et d'égouts, y compris l'entretien et le fonctionnement des réseaux souterrains, des usines de traitement, des réservoirs et des lagunes.

Services d'hygiène du milieu

Ce secteur est responsable de la prestation de services de collecte et d'élimination des déchets.

Services de mise en valeur de l'environnement

Ce secteur est responsable de la planification et du zonage, de la mise en valeur des collectivités, du tourisme et d'autres services de mise en valeur et de promotion de la Ville.

Services récréatifs et culturels

Ce secteur est responsable de l'entretien et du fonctionnement des installations récréatives et culturelles, y compris les piscines, les arénas, les parcs et les aires de jeu, ainsi que d'autres installations récréatives et culturelles.

Services énergétiques

Ce secteur comprend un service public qui ne génère pas d'électricité, mais en fait la distribution à des clients municipaux, résidentiels, généraux et industriels par l'intermédiaire de 12 interconnexions avec des points d'approvisionnement et des sous-stations situés dans la Ville. Ce secteur fournit également des services d'éclairage des voies publiques et d'éclairage par zone ainsi que des services de location de chauffe-eau.

2. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

Stocks

Les stocks sont pour la plupart constitués de pièces et de matériels et sont évalués au moindre du coût ou du coût de remplacement net. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Avantages postérieurs à l'emploi

La Ville constate ses obligations en vertu des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi et les coûts connexes comme il est présenté à la note 14. Lorsque cela est nécessaire, la Ville entreprend des évaluations actuarielles.

Obligation liée à la mise hors service d'immobilisations

Le 1^{er} janvier 2023, la Ville a adopté le chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », des Normes comptables pour le secteur public. Cette norme comptable porte sur la présentation d'information sur les obligations juridiques liées à la mise hors service de certaines immobilisations corporelles. La norme a été adoptée de façon prospective à la date de première application. Selon la méthode prospective, le taux d'actualisation et les hypothèses utilisés à la date de la comptabilisation initiale sont les mêmes qu'à la date de la première application de la norme. Les informations comparatives n'ont pas été retraitées.

La Ville a comptabilisé une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations relatives à des réservoirs de carburant hors terre et souterrains, ainsi qu'à des bâtiments contenant de l'amiante et d'autres matières dangereuses.

L'obligation est actualisée en calculant sa valeur actualisée et est ajustée annuellement au titre de la charge de désactualisation. La comptabilisation de l'obligation s'est traduite par une augmentation de la valeur des immobilisations corporelles correspondantes. Cette augmentation de la valeur est amortie sur la durée de vie utile restante des immobilisations corporelles, comme il est indiqué à la note 2.

Adoption d'autres normes comptables

Le 1^{er} janvier 2023, la Ville a également adopté les normes suivantes :

Chapitre SP 3450 – *Instruments financiers* : Tous les instruments financiers figurent à l'état de la situation financière et sont évalués soit à la juste valeur, soit au coût après amortissement en fonction des caractéristiques de l'instrument et des choix en matière de méthodes comptables faits par la Ville (note 2).

Chapitre SP 1201 – *Présentation des états financiers* : Cette norme exige la présentation d'un nouvel état des gains et pertes de réévaluation séparément de l'état consolidé des résultats.

Chapitre SP 2601 – *Conversion des devises* : Cette norme exige que les actifs monétaires et les passifs monétaires libellés en devises, ainsi que les éléments non monétaires libellés en devises et classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur, soient ajustés de manière à refléter le cours pratiqué à la date des états financiers.

L'adoption de ces trois normes par la Ville n'a eu aucune incidence sur les états financiers de 2023 ni sur d'autres informations.

The City of Saint John
Notes complémentaires aux états financiers consolidés
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

3. Emprunt bancaire à payer

La Ville a des facilités de crédit avec La Banque de Nouvelle-Écosse. Selon les termes et modalités de la lettre d'engagement signée entre la Ville et La Banque de Nouvelle-Écosse, la Ville peut emprunter jusqu'à 6 M\$ à des fins de fonctionnement. Le taux d'intérêt des facilités de crédit correspond au taux préférentiel de la Banque moins 0,5 % annuellement, l'intérêt étant payable mensuellement. Au 31 décembre 2023, le solde de la marge de crédit d'exploitation était de néant (2022 – néant).

Comme la *Loi sur les municipalités* l'exige, les emprunts visant le financement du fonctionnement du Fonds d'administration générale sont restreints à 4 % du budget de fonctionnement de la Ville. Les emprunts visant le financement temporaire du fonctionnement du Fonds de services publics sont limités à 50 % du budget de fonctionnement de l'exercice. En 2023, la Ville s'est conformée à ces restrictions.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les éléments suivants :

| | 2023 | 2022 |
|---|--------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Trésorerie non affectée | 87 856 299 | 82 382 279 |
| Trésorerie affectée | | |
| Fonds pour le développement des collectivités du Canada | 29 075 588 | 28 071 699 |
| Initiative pour la création rapide de logements | 3 613 028 | - |
| Financement visant le transport en commun et le logement | 2 469 256 | 4 656 256 |
| Dépôts liés à des contrats | 1 716 652 | 1 716 653 |
| Fonds de morcellement des terrains | 230 377 | 229 107 |
| Fonds de développement futur de Saint John Non Profit Housing | 58 702 | 55 766 |
| Fonds Airspace 2049 | 7 518 | 8 556 |
| | 125 027 420 | 117 120 316 |

Ce montant comprend des fonds grevés d'affectations internes découlant d'une résolution du Conseil communal appuyant les réserves présentées à la note 21, pour un total de 48 716 706 \$ (2022 – 37 546 839 \$).

5. Débiteurs

Les débiteurs se composent de ce qui suit :

| | 2023 | 2022 |
|---|--------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Montants à recevoir des contribuables au titre des services publics d'eau et d'égouts | 9 680 160 | 8 703 463 |
| Autres débiteurs | 21 925 761 | 12 252 992 |
| Montant à recevoir du gouvernement fédéral et de ses organismes | 2 025 416 | 1 489 795 |
| Montant à recevoir de la province du Nouveau-Brunswick | 464 290 | 461 319 |
| Provision pour créances douteuses | (2 493 183) | (2 351 857) |
| | 31 602 444 | 20 555 712 |

The City of Saint John
Notes complémentaires aux états financiers consolidés
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

6. Montants à recevoir de la part du gouvernement fédéral et de ses organismes

Les montants à recevoir de la part du gouvernement fédéral et de ses organismes sont les suivants :

| | 2023 | 2022 |
|---|------------------|------------------|
| | \$ | \$ |
| Montant à recevoir de l'Agence du revenu du Canada au titre de la TVH | 2 025 416 | 1 489 795 |
| | 2 025 416 | 1 489 795 |

7. Montants à recevoir de la province du Nouveau-Brunswick

Les montants à recevoir de la province du Nouveau-Brunswick sont les suivants :

| | 2023 | 2022 |
|---|----------------|----------------|
| | \$ | \$ |
| Société de développement régional | - | 401 499 |
| Ministère des Transports et de l'Infrastructure | 238 905 | - |
| Ministère de la Sécurité publique | 170 201 | - |
| Autres | 55 184 | 59 820 |
| | 464 290 | 461 319 |

8. Placement dans les services énergétiques

Variation des capitaux propres de Saint John Energy :

| | 2023 | 2022 |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|
| | \$ | \$ |
| Placement au début de l'exercice | 82 380 000 | 60 798 000 |
| Profit net | 5 737 000 | 21 582 000 |
| Placement à la fin de l'exercice | 88 117 000 | 82 380 000 |

9. Billet à recevoir

Le billet à recevoir de la Power Commission of the City of Saint John est le suivant :

| | 2023 | 2022 |
|--|-------------------|------------|
| | \$ | \$ |
| Power Commission of the City of Saint John | 17 500 000 | 20 000 000 |

Le billet à recevoir consiste en un emprunt à terme de 10 ans, non garanti, portant intérêt à des taux variant entre 0,5 % à 1,8 %. Le capital est remboursable par versements annuels de 2 500 000 \$ et le billet arrive à échéance le 26 novembre 2030.

The City of Saint John
Notes complémentaires aux états financiers consolidés
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

10. Autres placements

Les autres placements comprennent ce qui suit :

| | 2023 | 2022 |
|--------------------------|----------------|----------------|
| | \$ | \$ |
| Autres placements | 914 019 | 899 331 |

Les placements de The City of Saint John sont détenus auprès de La Banque de Nouvelle-Écosse qui entrent dans le champ d'application de la politique de placement de la Ville. La politique de la Ville vise à investir des fonds de manière à procurer une combinaison optimale de rendements des placements et de protection du capital tout en répondant aux besoins quotidiens de la Ville en flux de trésorerie et en liquidités.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Les crédoiteurs et charges à payer se composent de ce qui suit :

| | 2023 | 2022 |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|
| | \$ | \$ |
| Fournisseurs | 24 864 200 | 18 312 368 |
| Salaires | 7 734 995 | 6 985 085 |
| Dépôts | 1 984 814 | 1 891 652 |
| Conférences et tenue d'événements | 1 399 842 | 1 272 978 |
| Intérêts à payer | 398 966 | 438 768 |
| Dû au régime de retraite | 198 709 | 390 236 |
| Autres | 78 623 | 316 145 |
| | 36 660 149 | 29 607 232 |

12. Paiements de transfert reportés

Les paiements de transfert reportés comprennent ce qui suit :

| | 2023 | 2022 |
|--|-------------------|-------------------|
| | \$ | \$ |
| Fonds pour le développement des collectivités du Canada | 29 075 588 | 28 071 699 |
| Initiative pour la création rapide de logements | 3 613 028 | - |
| Financement visant le transport en commun et le logement | 2 469 256 | 4 656 256 |
| | 35 157 872 | 32 727 955 |

The City of Saint John
Notes complémentaires aux états financiers consolidés
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

13. Dette à long terme

| Année d'émission | Taux d'intérêt % | Durée (en années) | 2023 | 2023 | 2022 |
|--|------------------------|----------------------|-----------------------|-------------------|------------|
| | | | Paiement annuel \$ | \$ | \$ |
| Obligations de la Corporation de financement des municipalités du Nouveau-Brunswick | | | | | |
| 2008 | 2,100 à 5,550 | 15 | 362 000 | - | 362 000 |
| 2008 | 2,100 à 5,550 | 15 | 1 050 000 | - | 1 050 000 |
| 2008 | 2,100 à 5,550 | 15 | 100 000 | - | 100 000 |
| 2011 | 2,060 | 15 | 200 000 | 1 600 000 | 1 800 000 |
| 2012 | 1,350 à 3,550 | 15 | 767 000 | 3 063 000 | 3 830 000 |
| 2012 | 1,350 à 3,800 | 20 | 425 000 | 3 825 000 | 4 250 000 |
| 2012 | 1,350 à 3,550 | 15 | 300 000 | 1 200 000 | 1 500 000 |
| 2013 | 1,350 à 3,700 | 15 | 687 000 | 3 430 000 | 4 117 000 |
| 2013 | 1,350 à 4,000 | 20 | 550 000 | 5 500 000 | 6 050 000 |
| 2013 | 1,350 à 4,000 | 20 | 360 000 | 5 400 000 | 5 760 000 |
| 2014 | 2,000 | 20 | 500 000 | 5 500 000 | 6 000 000 |
| 2014 | 1,150 à 3,900 | 15 | 707 000 | 4 237 000 | 4 944 000 |
| 2014 | 1,200 à 3,700 | 15 | 267 000 | 1 597 000 | 1 864 000 |
| 2014 | 1,200 à 3,700 | 20 | 668 000 | 2 668 000 | 3 336 000 |
| 2014 | 1,150 à 3,900 | 15 | 27 000 | 157 000 | 184 000 |
| 2015 | 0,950 à 3,250 | 15 | 500 000 | 3 500 000 | 4 000 000 |
| 2015 | 1,050 à 3,650 | 15 | 133 000 | 936 000 | 1 069 000 |
| 2015 | 0,950 à 3,500 | 20 | 175 000 | 2 100 000 | 2 275 000 |
| 2015 | 1,050 à 3,150 | 10 | 175 000 | 350 000 | 525 000 |
| 2015 | 1,050 à 3,650 | 15 | 67 000 | 464 000 | 531 000 |
| 2016 | 1,200 à 3,350 | 15 | 300 000 | 2 400 000 | 2 700 000 |
| 2016 | 1,450 à 3,500 | 15 | 400 000 | 3 200 000 | 2 700 000 |
| 2016 | 1,450 à 3,750 | 20 | 200 000 | 2 600 000 | 3 600 000 |
| 2016 | 1,200 à 2,950 | 10 | 400 000 | 1 200 000 | 1 600 000 |
| 2016 | 1,200 à 3,550 | 15 | 67 000 | 531 000 | 598 000 |
| 2017 | 1,200 à 3,300 | 15 | 333 000 | 3 002 000 | 3 335 000 |
| 2017 | 1,650 à 3,200 | 15 | 133 000 | 1 202 000 | 1 335 000 |
| 2017 | 1,650 à 3,400 | 30 | 1 500 000 | 36 000 000 | 37 500 000 |
| 2017 | 1,650 à 2,900 | 10 | 350 000 | 1 400 000 | 1 750 000 |
| 2017 | 1,650 à 3,200 | 15 | 67 000 | 598 000 | 665 000 |
| 2018 | 2,550 à 3,550 | 15 | 700 000 | 7 000 000 | 7 700 000 |
| 2018 | 2,100 à 3,000 | 5 | 566 000 | - | 566 000 |
| 2018 | 2,100 à 3,450 | 10 | 125 000 | 625 000 | 750 000 |
| 2019 | 2,050 à 2,300 | 5 | 1 034 000 | 1 034 000 | 2 068 000 |
| 2019 | 3,410 | 10 | 143 000 | 856 000 | 999 000 |
| 2019 | 2,050 à 2,850 | 10 | 75 000 | 450 000 | 525 000 |
| 2019 | 1,950 à 2,100 | 5 | 334 000 | 334 000 | 668 000 |
| 2019 | 1,950 à 2,800 | 15 | 1 059 000 | 5 994 000 | 7 053 000 |
| 2019 | 1,950 à 2,450 | 10 | 250 000 | 1 500 000 | 1 750 000 |

The City of Saint John
Notes complémentaires aux états financiers consolidés
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

13. Dette à long terme (suite)

| Année d'émission | Taux d'intérêt % | Durée (en années) | 2023 | | |
|--|------------------------|----------------------|-----------------------|-------------|-------------|
| | | | Paiement annuel \$ | 2023 \$ | 2022 \$ |
| 2020 | 0,900 à 1,500 | 5 | 1 000 000 | 2 000 000 | 3 000 000 |
| 2020 | 0,500 à 2,300 | 15 | 467 000 | 5 599 000 | 6 066 000 |
| 2020 | 0,500 à 1,800 | 10 | 2 500 000 | 17 500 000 | 20 000 000 |
| 2020 | 0,900 à 2,050 | 10 | 250 000 | 1 750 000 | 2 000 000 |
| 2021 | 0,300 à 2,300 | 10 | 2 466 000 | 12 398 000 | 14 864 000 |
| 2021 | 0,855 à 2,762 | 15 | 700 000 | 6 100 000 | 6 800 000 |
| 2021 | 0,855 à 2,378 | 10 | 350 000 | 2 800 000 | 3 150 000 |
| 2022 | 4,700 à 4,709 | 10 | 483 000 | 6 767 000 | 7 250 000 |
| | | | 24 272 000 | 170 367 000 | 194 639 000 |
| Autres obligations | | | | | |
| Obligations de la Société canadienne d'hypothèques et de logement | | | | | |
| 2009 | 3,970 | 15 | 119 977 | 124 740 | 244 717 |
| Total des obligations | | | 24 391 977 | 170 491 740 | 194 883 717 |

La somme des remboursements de capital requise pour les cinq prochaines années pour respecter les modalités de la dette à long terme, dans la mesure où la dette arrivant à échéance est renouvelée à des conditions comparables à celles actuellement en vigueur, se présente comme suit :

| | |
|--------------|--------------------|
| | \$ |
| 2024 | 22 493 740 |
| 2025 | 19 967 000 |
| 2026 | 18 792 000 |
| 2027 | 16 621 000 |
| 2028 | 15 204 000 |
| Par la suite | 77 414 000 |
| | 170 491 740 |

14. Avantages postérieurs à l'emploi et congés rémunérés

Régime à risques partagés de The City of Saint John

Le régime de retraite de The City of Saint John (l'« ancien régime de The City of Saint John ») a été remplacé par le régime à risques partagés de The City of Saint John avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2013 (la date de la conversion). Le régime à risques partagés de The City of Saint John vise à offrir des prestations assurées aux participants du régime, sans garantie absolue, mais selon une approche de gestion axée sur la gestion du risque offrant un haut degré de certitude que les prestations de base pourront être payées dans la vaste majorité des scénarios économiques futurs éventuels. Ces objectifs sont atteints au moyen de l'élaboration d'un cadre de gestion des risques qui respecte les critères de la loi, entraîne un faible risque de réduction des prestations de base et établit les étapes précises à prendre dans l'éventualité où le ratio de capitalisation du régime deviendrait inférieur ou supérieur aux seuils établis. Dans l'éventualité où la capitalisation du régime serait insuffisante, les étapes comprennent la cessation de l'indexation des prestations, l'augmentation des taux de cotisation (jusqu'à concurrence d'un plafond prédéterminé), la réduction de certains avantages complémentaires et en dernier recours, la réduction des prestations de base. Dans l'éventualité où la capitalisation du régime serait supérieure aux seuils établis, les réductions des prestations peuvent être renversées, l'indexation peut être entièrement appliquée et diverses autres hausses éventuelles peuvent être apportées, y compris une baisse des taux de cotisation (jusqu'à concurrence d'un plafond prédéterminé).

Les régimes à risques partagés sont régis par la *Loi sur les prestations de pension* (la « LPP ») de la province, laquelle prévoit un certain nombre d'exigences qui doivent être respectées afin que le régime soit admissible à l'inscription auprès du Bureau du surintendant des régimes de pension. Le régime est également assujéti à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Le régime est administré par un conseil des fiduciaires qui compte quatre membres nommés par la Ville et quatre membres élus par chacun des quatre syndicats.

Les actifs du régime sont détenus par RBC Services aux investisseurs et de trésorerie, qui agit en tant que dépositaire du régime. Les actifs du régime sont gérés par divers gestionnaires de placement qui disposent d'un pouvoir discrétionnaire en matière de placement selon les mandats de placement approuvés par le conseil des fiduciaires du régime. Le rendement du régime est comparé à celui d'autres régimes sur une base régulière.

Pour les services rendus avant la date de la conversion, le régime prévoit des prestations de retraite au taux de 2 % par année de service, multiplié par la moyenne des trois années de service consécutives durant lesquelles le salaire de l'employé était le plus élevé au moment de la conversion. Pour les services rendus après la date de la conversion, le taux d'accumulation des prestations de retraite pour chaque année de service correspond à 1,8 % multiplié par le salaire (à l'exclusion des heures supplémentaires payées) gagné durant l'année visée, jusqu'à concurrence d'un certain plafond salarial de 155 499 \$ qui est indexé chaque année.

14. Avantages postérieurs à l'emploi et congés rémunérés (suite)

Régime à risques partagés de The City of Saint John (suite)

Les prestations de retraite constituées avant la date de la conversion sont payables sans réduction lorsque la somme de l'âge du participant et de ses années de service est d'au moins 85 (ou à l'âge de 65 ans, si cet événement survient plus tôt). Les prestations de retraite constituées après la date de la conversion sont payables sans réduction dès l'âge de 60 ans pour les employés de l'International Association of Fire Fighters et de la Saint John Police Association, et dès l'âge de 65 ans pour tous les autres employés. Les prestations de retraite peuvent être versées dès l'âge de 55 ans, avec une réduction.

Les régimes à risques partagés abolissent tous les droits à une indexation automatique future. Ces ajustements automatiques ont été remplacés par une indexation, comme le permet la politique de capitalisation du régime, laquelle est conditionnelle au rendement du régime à risques partagés.

Les cotisations initiales exigées des employés correspondent à 12 % du revenu pour les employés de l'International Association of Fire Fighters et de la Saint John Police Association, et à 9 % du revenu pour les autres employés. Les participants qui exercent des professions liées à la sécurité publique qui acceptent des postes non syndiqués auront une occasion non récurrente de choisir de cotiser à un taux plus élevé. La Ville verse des cotisations initiales exigées de l'employeur à hauteur de 15,2 % et de 11,4 % du revenu (ce qui représente environ 126,7 % du taux de cotisation des employés) pour chacun de ces groupes. Les taux de cotisation initiaux pour les employés et la Ville pourraient changer en raison d'éléments déclencheurs et de limites imposées par la politique du régime en matière de capitalisation. En outre, depuis le 1^{er} avril 2013, la Ville est tenue de verser des cotisations correspondant à 17 % du revenu pour une période de 15 ans, ou jusqu'à ce que le régime atteigne un niveau de financement minimal de 150 % (calculé en vertu de la loi) des obligations selon une méthode d'évaluation avec entrants sur une période de 15 ans (des paiements doivent être faits durant au moins 10 ans). La Ville n'a aucune autre obligation financière que celle de verser des cotisations aux taux susmentionnés, et dans les limites établies dans la politique de capitalisation du régime.

Dans l'éventualité d'une liquidation du régime dans les cinq années suivant la date de conversion, le régime serait liquidé en vertu des dispositions de l'ancien régime de The City of Saint John. Toutes les hypothèses relatives au régime à risques partagés de The City of Saint John ont été avancées sur la base de la continuité du régime et la Ville ne prévoit pas la liquidation du régime.

14. Avantages postérieurs à l'emploi et congés rémunérés (suite)

Évaluations actuarielles

Le conseil des fiduciaires mène chaque année des évaluations actuarielles du régime aux fins de la réglementation. Les évaluations actuarielles aux fins de la comptabilité reposent sur ces données (avec ajustements). Les plus récentes évaluations actuarielles ont été préparées en date du 1^{er} janvier 2023. Les évaluations actuarielles aux fins de la comptabilité reposent sur un certain nombre d'hypothèses à l'égard d'événements futurs comme les taux d'inflation, les taux d'intérêt, les hausses salariales, le taux de rotation du personnel et le taux de mortalité. L'obligation au titre des prestations constituées au 31 décembre 2022 et le coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice pour l'année suivante reposent sur une évaluation actuarielle menée au 31 décembre 2022. L'obligation au titre des prestations constituées au 31 décembre 2022 et le coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice pour l'année suivante reposent sur une évaluation actuarielle menée au 31 décembre 2022, et dont les données ont été extrapolées au 31 décembre 2023 selon les hypothèses en vigueur au 31 décembre 2022. Les hypothèses utilisées reflètent les meilleures estimations de la direction. Le tableau qui suit résume les principales hypothèses utilisées dans le cadre des évaluations comptables et des extrapolations aux diverses dates indiquées.

| | 2023 | 2022 |
|----------------------|--|-------------|
| Taux d'actualisation | 6,10 % | 6,10 % |
| Taux d'inflation | 2,10 % | 2,10 % |
| Hausses salariales | 2,85 % | 2,85 % |
| Taux de mortalité | Échelle CPM-2014, avec facteurs d'ajustement | |

La durée moyenne estimative du reste de la carrière active (la « DMERCA ») est de 12 ans. Au cours de l'exercice, la Ville a versé des cotisations au régime de retraite de 19 400 000 \$ (2022 – 19 700 000 \$).

Le tableau qui suit présente la quote-part du passif au titre des prestations constituées revenant à la Ville, qui correspond à la totalité de la tranche de l'obligation au titre des prestations constituées liée aux cotisations temporaires et à 55,9 % de la tranche restante de l'obligation au titre des prestations constituées, déduction faite des actifs du régime, car les cotisations liées à la capitalisation sont versées à 55,9 % par la Ville et à 44,1 % par les employés, compte non tenu de la cotisation additionnelle temporaire de 17 % des bénéficiaires.

| | 2023 | 2022 |
|--|---------------------|--------------|
| | \$ | \$ |
| Quote-part de l'obligation au titre des prestations constituées revenant à la Ville au début de l'exercice | 25 600 000 | 16 800 000 |
| Quote-part du coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice revenant à la Ville | 5 600 000 | 6 000 000 |
| Quote-part du coût des services passés revenant à la Ville | - | 1 300 000 |
| Intérêts débiteurs | 1 100 000 | 700 000 |
| Moins les cotisations de la Ville | (19 400 000) | (19 700 000) |
| Perte actuarielle | 7 300 000 | 20 500 000 |
| Quote-part de l'obligation au titre des prestations constituées revenant à la Ville à la fin de l'exercice | 20 200 000 | 25 600 000 |
| Gain actuariel non amorti | 23 700 000 | 35 200 000 |
| Passifs au titre du régime de retraite à la fin de l'exercice | 43 900 000 | 60 800 000 |

14. Avantages postérieurs à l'emploi et congés rémunérés (suite)

Évaluations actuarielles (suite)

Le tableau qui suit présente la quote-part des charges de retraite revenant à la Ville.

| | 2023 | 2022 |
|--|------------------|------------------|
| | \$ | \$ |
| Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice | 5 600 000 | 6 000 000 |
| Coût des services passés | - | 1 300 000 |
| Intérêts débiteurs | 1 100 000 | 700 000 |
| Amortissement de la quote-part du gain actuariel revenant à la Ville | (4 200 000) | (6 100 000) |
| Charges totales liées au régime de retraite | 2 500 000 | 1 900 000 |

Autres avantages du personnel futurs

La Ville prévoit le paiement d'indemnités de retraite aux employés qui prennent leur retraite, conformément aux dispositions des diverses conventions collectives et politiques municipales. L'allocation de retraite est fondée sur le salaire annuel final du membre ainsi que sur ses années de service au moment du départ à la retraite. À leur départ à la retraite, les employés de la Ville ont droit à une allocation de retraite équivalant à un mois de salaire pour chaque tranche de cinq années de service, jusqu'à concurrence de six mois. Le programme a été modifié pour offrir à certains employés une option de paiement avant le départ à la retraite. L'acceptation d'un paiement anticipé élimine le droit d'accumulation ultérieure d'allocations de retraite de ces employés.

La Ville prévoit également des congés de maladie pour les employés. Les congés de maladie non utilisés s'accumulent jusqu'à concurrence d'un certain nombre d'heures, qui varie selon les contrats de travail. En vertu de ce programme, les employés n'ont pas droit à un paiement en trésorerie en remplacement des congés de maladie inutilisés lorsqu'ils quittent leurs fonctions à la Ville, sauf dans les cas présentés ci-dessous à l'égard de la retraite des employés qui travaillent à l'extérieur (section locale 18) et des pompiers (section locale 771).

Au moment du départ à la retraite, les membres des sections locales 18 et 771 seront admissibles au paiement de 10 % de leur salaire horaire normal pour chaque heure de congé de maladie inutilisée excédant 1 760 heures ou 2 280 heures, respectivement.

La Ville paie aux employés de son service d'incendie qui ne sont pas en mesure de travailler en raison de maladies du cœur ou de lésions pulmonaires permanentes, ou à leur conjoint ou conjointe survivant, certains montants selon les dispositions d'une loi de la Législature, soit la *Loi concernant la Saint John Firefighters Association*.

Au 1^{er} janvier 2013, le régime de retraite de la Ville a été converti en un modèle à risques partagés. Dans le cadre de la conversion, la Ville a pris en charge l'obligation de paiement au titre des prestations d'invalidité existantes qui avaient été octroyées en vertu de l'ancien régime, jusqu'à ce que les membres invalides atteignent l'âge de 65 ans. La couverture en cas d'invalidité est désormais offerte aux employés par l'entremise d'une société d'assurance qui propose une assurance invalidité de longue durée.

Finalement, certaines ententes particulières obligent la Ville à payer des prestations de retraite complémentaires à certaines personnes. Au cours de l'exercice, la Ville a versé des paiements de 65 905 \$ (2022 – 66 619 \$) relativement à ces ententes.

14. Avantages postérieurs à l'emploi et congés rémunérés (suite)

Hypothèses et techniques d'évaluation

Des évaluations actuarielles des avantages susmentionnés sont réalisées aux fins de la comptabilité selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. La dernière évaluation actuarielle des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi a été réalisée en date du 31 décembre 2023. L'évaluation précédente avait été réalisée en date du 31 décembre 2022.

Les régimes d'avantages sociaux ci-dessus ne sont pas capitalisés et, par conséquent, aucun actif n'y est lié. Les prestations sont versées à même les revenus généraux à mesure qu'elles deviennent payables.

Un rapprochement de l'obligation au titre des prestations constituées à l'égard de ces régimes, ainsi que les principales hypothèses utilisées pour la présentation d'information et le calcul des charges sont présentés ci-dessous.

| | 2023 | 2022 |
|--|--------------------|-------------|
| | \$ | \$ |
| Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice | 18 390 100 | 22 565 100 |
| Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice | 903 200 | 1 144 500 |
| Paiements des prestations | (2 103 600) | (2 797 800) |
| Intérêts débiteurs | 823 700 | 565 100 |
| Perte actuarielle (gain actuariel) | 775 200 | (3 086 800) |
| Autres avantages du personnel futurs à la fin de l'exercice | 18 788 600 | 18 390 100 |

| | 2023 | 2022 |
|--|------------------|------------------|
| | \$ | \$ |
| Principales hypothèses utilisées à l'égard de ces régimes : | | |
| Taux d'actualisation | 4,27 % | 4,63 % |
| Hausses salariales | 3,00 % | 3,00 % |
| DMERCA | De 1 à 25 | De 1 à 25 |

14. Avantages postérieurs à l'emploi et congés rémunérés (suite)

Hypothèses et techniques d'évaluation (suite)

Ces régimes d'avantages sociaux n'exigent aucune cotisation des employés. Au 31 décembre 2023, le passif au titre des avantages comprenait les éléments suivants :

| | 2023 | 2022 |
|--|--------------------|-------------------|
| | \$ | \$ |
| Obligation au titre des prestations constituées (valeur comptable) | | |
| Indemnités de retraite | 3 948 200 | 3 634 300 |
| Congés de maladie | 7 811 200 | 7 328 000 |
| Régime de retraite pour les employés souffrant de maladies du cœur et de lésions pulmonaires | 3 192 000 | 2 957 100 |
| Prestations d'invalidité | 2 326 800 | 2 916 000 |
| Ententes contractuelles de prestations de retraite complémentaires | 722 500 | 798 100 |
| Congés de maladie — Commission Saint John Transit | 787 900 | 756 600 |
| | 18 788 600 | 18 390 100 |
| Perte actuarielle non amortie | (1 005 200) | (460 200) |
| | 17 783 400 | 17 929 900 |

Les pertes actuarielles non amorties seront amorties sur la DMERCA des groupes de salariés concernés à compter du prochain exercice. La DMERCA est calculée de façon distincte pour chaque programme d'avantages.

La charge totale liée aux autres avantages sociaux susmentionnés comprend les éléments suivants :

| | 2023 | 2022 |
|---|------------------|------------------|
| | \$ | \$ |
| Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice | 903 200 | 1 144 500 |
| Amortissement de la perte actuarielle | 230 200 | 377 900 |
| | 1 133 400 | 1 522 400 |
| Charges d'intérêts liées aux autres avantages sociaux | 823 700 | 565 100 |
| Total de la charge liée aux autres avantages du personnel futurs | 1 957 100 | 2 087 500 |

15. Éventualités

Conformément à la *Loi sur la prestation de services régionaux* et à la réglementation générale et aux termes de ces dernières, la Ville est également responsable d'une quote-part des obligations et des autres dettes à long terme émises au nom de la Commission de gestion des déchets solides de la région de Fundy (la « Commission »). La quote-part revenant à la Ville est déterminée en fonction de son pourcentage de la population totale des municipalités et des régions non constituées participantes. Au 31 décembre 2023, le total des dettes impayées se chiffrait à 3 185 000 \$ (2022 – 1 465 000 \$). Selon les données démographiques de 2021, la Ville assume la responsabilité d'environ 55,76 % des dettes de la Commission.

15. Éventualités (suite)

De temps à autre, la Ville peut faire l'objet de diverses enquêtes, réclamations et procédures juridiques visant diverses questions dans le cours normal de ses activités. L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Ville dépend de leur règlement futur et des incertitudes inhérentes aux litiges. La direction estime que tout passif découlant de la résolution de ces questions n'aura pas d'incidence néfaste significative sur la situation financière et les résultats consolidés des activités de la Ville.

16. Engagements

Commission de services régionaux de Fundy

En 2022, le rôle de la Commission de services régionaux de Fundy a été élargi par le gouvernement provincial par le biais d'une modification de la *Loi sur la prestation de services régionaux*. En vertu des dispositions modifiées de la Loi, la Commission de services régionaux a le pouvoir de déterminer le montant annuel de la contribution municipale totale visant le développement économique, la promotion du tourisme, le développement communautaire, le transport régional, le partage des coûts liés aux infrastructures de loisir et d'autres aspects sociaux. Le fonctionnement de cinq installations régionales, soit la Commission du centre aquatique de Saint John, la Commission de TD Station, le Centre des congrès de Saint John, le Théâtre Impérial et le Centre des arts de Saint John est désormais régi en vertu de la *Loi sur la prestation de services régionaux*. La contribution de la Ville correspond à sa quote-part du budget de fonctionnement de la Commission des installations régionales et le budget relatif aux immobilisations est calculé ainsi : 50 % en fonction des assiettes fiscales et 50 % en fonction de la population des municipalités participantes des villes de Quispamsis, de Rothesay, de Grand Bay-Westfield, de Hampton, des districts de services locaux de Fundy-St. Martins, du district rural de Fundy ainsi que de la ville de Saint John. La contribution de la Ville est de 55,76 % en 2023 (2022 – 55,76 %).

17. Excédent du Fonds de la Régie des services publics d'eau et d'égouts

La *Loi sur les municipalités* exige que l'excédent ou le déficit du Fonds de la Régie des services publics d'eau et d'égouts soit incorporé dans au moins un des quatre budgets de fonctionnement à compter du deuxième exercice qui suit. Le solde de l'excédent ou du déficit à la fin de l'exercice se compose de ce qui suit :

| | 2023 | 2022 |
|------------------|------------------|------------------|
| | \$ | \$ |
| Excédent de 2023 | 307 813 | - |
| Excédent de 2022 | 266 284 | 266 284 |
| Excédent de 2021 | 1 137 222 | 1 516 296 |
| Excédent de 2020 | 484 519 | 726 779 |
| Excédent de 2019 | 49 183 | 98 366 |
| Excédent de 2018 | - | 12 948 |
| | 2 245 021 | 2 620 673 |

18. Transfert des coûts d'eau

Le transfert des coûts d'eau de la Ville pour la protection contre les incendies s'inscrit dans les limites maximales permises par le Règlement 81-195 de la *Loi sur les municipalités* d'après le pourcentage applicable des dépenses liées au réseau d'eau pour la population.

The City of Saint John
Notes complémentaires aux états financiers consolidés
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

19. Fonds en fiducie

Les fonds administrés par la Ville pour des tierces parties ne sont pas inclus dans les états financiers consolidés. Au 31 décembre 2023, les fonds administrés se chiffraient à 520 155 \$ (2022 – 494 218 \$).

20. Obligation liée à la mise hors service d'immobilisations

Le passif estimé correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs associés aux coûts de mise hors service d'immobilisations, calculée selon un taux d'actualisation de 4,63 % pour l'exercice 2023. L'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations de la Ville se compose des obligations suivantes :

La Ville détient des bâtiments construits avant 1990 qui peuvent contenir de l'amiante et des réservoirs de stockage de carburant. Les coûts de désamiantage et d'assainissement des réservoirs de stockage de carburant ont été comptabilisés conformément au chapitre SP 3280, « Obligation liée à la mise hors service d'immobilisations ».

La transition et la comptabilisation de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations donnent lieu à une augmentation de la valeur des immobilisations.

Obligation liée à la mise hors service d'immobilisations

| | 2023 | 2022 |
|--|-------------------|-------------|
| | \$ | \$ |
| Dépenses brutes non actualisées | 24 332 214 | – |
| Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier 2023 | – | – |
| Ajustement visant à comptabiliser l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations à l'adoption (note 2) | 14 552 805 | – |
| Charges de désactualisation | 1 588 618 | – |
| Solde de clôture au 31 décembre 2023 | 16 141 422 | – |

The City of Saint John
Notes complémentaires aux états financiers consolidés
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

21. Fonds et réserves

| | Réserve de capital eau et égouts | Réserve de fonctionnement eau et égouts | Réserve de fonctionnement général | Réserve de capital général | Total 2023 | Total 2022 |
|--|----------------------------------|---|-----------------------------------|----------------------------|-------------------|-------------------|
| Actifs | | | | | | |
| Trésorerie | 12 356 836 | 2 362 673 | 8 044 704 | 19 077 493 | 41 841 706 | 37 546 839 |
| Placements ^a | 875 000 | - | - | 6 000 000 | 6 875 000 | - |
| Excédent accumulé | 13 231 836 | 2 362 673 | 8 044 704 | 25 077 493 | 48 716 706 | 37 546 839 |
| Revenus | | | | | | |
| Transferts du fonds de fonctionnement de la Régie des services publics d'eau et d'égouts | 3 326 113 | 895 516 | - | - | 4 221 629 | 2 849 141 |
| Transfert entre les réserves de fonctionnement et les réserves de capital | 1 000 000 | (1 000 000) | - | - | - | - |
| Transferts du fonds de fonctionnement général | - | - | 422 289 | 10 442 225 | 10 864 514 | 5 508 732 |
| Produit de la vente d'actifs | - | - | - | 52 929 | 52 929 | 362 275 |
| Intérêt | 463 032 | 124 264 | 392 064 | 1 011 306 | 1 990 666 | 708 224 |
| Total des revenus | 4 789 145 | 19 780 | 814 353 | 11 506 460 | 17 129 738 | 9 428 372 |
| Dépenses | 303 018 | - | 161 700 | 5 495 153 | 5 959 871 | 5 126 537 |
| Excédent (déficit) annuel | 4 486 127 | 19 780 | 652 653 | 6 011 307 | 11 169 867 | 4 301 835 |
| Solde au début de l'exercice | 8 745 709 | 2 342 893 | 7 392 051 | 19 066 186 | 37 546 839 | 33 245 004 |
| Solde à la fin de l'exercice | 13 231 836 | 2 362 673 | 8 044 704 | 25 077 493 | 48 716 706 | 37 546 839 |

a) Les actifs de la réserve de capital général et de la réserve de capital eau et égouts comprennent des débetures interfonds d'un montant de 6 875 000 \$.

| Nom du placement | Montant en capital | Taux d'intérêt | Date d'échéance |
|----------------------------------|--------------------|-------------------|------------------|
| Débeture interfonds – IFD 1 2023 | 6 000 000 | 4,511 % à 5,245 % | 12 décembre 2033 |
| Débeture interfonds – IFD 2 2023 | 875 000 | 4,511 % à 5,245 % | 12 décembre 2028 |

Résolutions du Conseil concernant les transferts vers et depuis les réserves

Réunion du Conseil communal – 11 décembre 2023 – Séance publique

Proposé par le conseiller Sullivan, appuyé par le conseiller Stewart :

Il EST RÉSOLU que, comme le recommande le Comité des finances dans le rapport intitulé M&C 2023-273: 2023 Reserves, le Conseil communal approuve le transfert de fonds vers et depuis les réserves suivantes :

Réserves de fonctionnement général

Transfert d'un montant de 422 489 \$ du fonds de fonctionnement général à la réserve de fonctionnement général

Transfert d'un montant de 161 700 \$ de la réserve de fonctionnement général au fonds de fonctionnement général

Réserves de capital général

Transfert d'un montant de 10 495 154 \$ du fonds de fonctionnement général à la réserve de capital général

Transfert d'un montant de 5 495 152 \$ de la réserve de capital général au fonds de capital général

Réserves de fonctionnement des services publics

Transfert d'un montant de 895 516 \$ du fonds de fonctionnement des services publics à la réserve de fonctionnement des services publics (Stabilisation tarifaire sectorielle)

Transfert d'un montant de 1 000 000 \$ de la réserve de fonctionnement des services publics à la réserve de capital des services publics

Réserves de capital des services publics

Transfert d'un montant de 3 326 113 \$ du fonds de fonctionnement des services publics à la réserve de capital des services publics (fonds)

Transfert d'un montant de 303 018 \$ de la réserve de capital des services publics (parc automobile) au fonds de capital des services publics

Transfert d'un montant de 1 000 000 \$ de la réserve de fonctionnement des services publics au fonds de capital des services publics

Je certifie que les informations ci-dessus sont des copies exactes des résolutions adoptées lors des réunions du Conseil communal indiquées ci-dessus.



Jonathan Taylor
City Clerk
City of Saint John



The City of Saint John
Notes complémentaires aux états financiers consolidés
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

22. Immobilisations corporelles

| | Terrains \$ | Aménagements de terrains \$ | Améliorations locatives \$ | Bâtiments \$ | Véhicules \$ | Machinerie et équipement \$ | Transport \$ | Réseaux d'eau et d'eaux usées \$ | Actifs en construction \$ | Obligation liée à la mise hors service d'immobilisations \$ | Total 2023 \$ |
|---|--------------------|-----------------------------------|----------------------------------|--------------------|-------------------|-----------------------------------|--------------------|--|---------------------------------|--|----------------------|
| COÛT | | | | | | | | | | | |
| Solde au début de l'exercice | 148 316 192 | 48 680 061 | 5 802 760 | 220 100 750 | 52 696 665 | 21 331 651 | 471 075 061 | 774 092 313 | 13 757 538 | - | 1 755 852 992 |
| Acquisitions et transferts | - | 3 678 230 | - | 1 809 467 | 4 488 660 | 1 239 947 | 11 786 130 | 6 779 005 | 18 285 702 | 14 552 805 | 62 619 945 |
| Cessions | - | 4 391 | - | 155 085 | 484 555 | - | 2 990 809 | 711 460 | - | - | 4 346 299 |
| Solde à la fin de l'exercice | 148 316 192 | 52 353 900 | 5 802 760 | 221 755 132 | 56 700 770 | 22 571 598 | 479 870 382 | 780 159 858 | 32 043 240 | 14 552 805 | 1 814 126 638 |
| AMORTISSEMENT CUMULÉ | | | | | | | | | | | |
| Solde au début de l'exercice | - | 22 304 968 | 2 482 600 | 122 680 510 | 32 415 078 | 14 510 034 | 251 229 769 | 326 217 347 | - | - | 771 840 306 |
| Amortissement au cours de l'exercice | - | 1 551 980 | 325 843 | 5 408 334 | 3 498 718 | 1 586 790 | 11 955 093 | 17 233 548 | - | 3 537 738 | 45 098 043 |
| Amortissement cumulé sur les cessions | - | 4 171 | - | 39 931 | 484 555 | - | 2 606 550 | 522 135 | - | - | 3 657 343 |
| Solde à la fin de l'exercice | - | 23 852 777 | 2 808 443 | 128 048 913 | 35 429 241 | 16 096 824 | 260 578 312 | 342 928 759 | - | 3 537 738 | 813 281 006 |
| VALEUR COMPTABLE NETTE DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | | | | | | | | |
| | 148 316 192 | 28 501 123 | 2 994 317 | 93 706 219 | 21 271 530 | 6 474 774 | 219 292 070 | 437 231 099 | 32 043 240 | 11 015 067 | 1 000 845 631 |
| Comprend les éléments suivants : | | | | | | | | | | | |
| Actifs du Fonds d'administration générale | 148 316 192 | 28 501 123 | 2 994 317 | 93 706 219 | 21 271 530 | 6 474 774 | 219 292 070 | - | 26 676 428 | 11 015 067 | 558 247 720 |
| Actifs d'eau et d'eaux usées | - | - | - | - | - | - | - | (437 231 099) | 5 366 812 | - | 442 597 911 |
| | 148 316 192 | 28 501 123 | 2 994 317 | 93 706 219 | 21 271 530 | 6 474 774 | 219 292 070 | 437 231 099 | 32 043 240 | 11 015 067 | 1 000 845 631 |
| COÛT | | | | | | | | | | | |
| Solde au début de l'exercice | 148 316 192 | 41 184 842 | 5 802 760 | 217 179 011 | 54 777 388 | 19 210 412 | 465 970 507 | 767 282 003 | 10 555 901 | - | 1 730 279 016 |
| Acquisitions et transferts | - | 7 495 219 | - | 3 445 452 | 2 494 958 | 2 184 502 | 8 804 631 | 7 600 382 | 3 201 637 | - | 35 226 780 |
| Cessions | - | - | - | 523 712 | 4 575 681 | 63 263 | 3 700 076 | 790 071 | - | - | 9 652 804 |
| Solde à la fin de l'exercice | 148 316 192 | 48 680 061 | 5 802 760 | 220 100 750 | 52 696 665 | 21 331 651 | 471 075 061 | 774 092 313 | 13 757 538 | - | 1 755 852 992 |
| AMORTISSEMENT CUMULÉ | | | | | | | | | | | |
| Solde au début de l'exercice | - | 20 892 630 | 2 156 757 | 117 624 396 | 32 710 116 | 13 054 863 | 242 463 943 | 309 824 582 | - | - | 738 727 287 |
| Amortissement au cours de l'exercice | - | 1 412 338 | 325 843 | 5 542 211 | 3 550 705 | 1 518 434 | 11 978 559 | 17 150 242 | - | - | 41 478 333 |
| Amortissement cumulé sur les cessions | - | - | - | 486 097 | 3 845 743 | 63 263 | 3 212 733 | 757 477 | - | - | 8 365 313 |
| Solde à la fin de l'exercice | - | 22 304 968 | 2 482 600 | 122 680 510 | 32 415 078 | 14 510 034 | 251 229 769 | 326 217 347 | - | - | 771 840 307 |
| VALEUR COMPTABLE NETTE DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | | | | | | | | |
| | 148 316 192 | 26 375 093 | 3 320 160 | 97 420 240 | 20 281 587 | 6 821 617 | 219 845 292 | 447 874 966 | 13 757 538 | - | 984 012 685 |
| Comprend les éléments suivants : | | | | | | | | | | | |
| Actifs du Fonds d'administration générale | 148 316 192 | 26 375 093 | 3 320 160 | 97 420 240 | 20 281 587 | 6 821 617 | 219 845 292 | - | 9 216 515 | - | 531 596 696 |
| Actifs d'eau et d'eaux usées | - | - | - | - | - | - | - | 447 874 966 | 4 541 023 | - | 452 415 989 |
| | 148 316 192 | 26 375 093 | 3 320 160 | 97 420 240 | 20 281 587 | 6 821 617 | 219 845 292 | 447 874 966 | 13 757 538 | - | 984 012 685 |

The City of Saint John
Notes complémentaires aux états financiers consolidés
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

23. Information sectorielle

| | Services gouvernementaux généralistes \$ | Services de protection \$ | Services de transport \$ | Services publics d'eau et d'égouts \$ | Services d'hygiène du milieu \$ | Services de mise en valeur de l'environnement \$ | Services récréatifs et culturels \$ | Services énergétiques \$ | Données consolidées de 2023 \$ | Données consolidées de 2022 \$ |
|--|--|------------------------------|-----------------------------|--|------------------------------------|---|--|-----------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| REVENUS | | | | | | | | | | |
| Impôts fonciers | 142 169 733 | - | - | - | - | - | - | - | 142 169 733 | 131 483 087 |
| Palements de transfert inconditionnel | 15 321 432 | - | - | - | - | - | - | - | 15 321 432 | 16 647 118 |
| Subvention des Services régionaux de Fundy | 546 630 | - | - | - | - | - | - | - | 546 630 | - |
| Autres revenus de sources autonomes | 4 511 526 | 4 765 806 | 9 805 906 | - | - | 9 052 405 | 1 502 390 | - | 29 638 033 | 22 411 697 |
| Revenus divers | 820 635 | - | - | - | - | - | - | - | 820 635 | 1 217 810 |
| Revenus tirés des services d'eau et d'égouts | - | - | - | 47 634 536 | - | - | - | - | 47 634 536 | 45 312 262 |
| Revenus des services énergétiques | - | - | - | - | - | - | - | 5 737 000 | 5 737 000 | 21 582 000 |
| Apports d'autres entités | 308 154 | 24 550 | 220 989 | - | - | - | 1 074 546 | - | 1 628 239 | 799 858 |
| | 163 678 110 | 4 790 356 | 10 026 895 | 47 634 536 | - | 9 052 405 | 2 576 936 | 5 737 000 | 243 496 238 | 239 453 833 |
| CHARGES | | | | | | | | | | |
| Salaires et avantages sociaux | 1 714 533 | 48 737 684 | 19 184 286 | 9 396 550 | 1 815 861 | 7 563 058 | 4 778 713 | - | 93 190 685 | 85 241 715 |
| Biens et services | 10 991 295 | 6 804 859 | 11 692 564 | 19 560 125 | 2 318 309 | 12 866 198 | 4 685 271 | - | 68 518 621 | 64 486 675 |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 8 978 077 | - | 13 774 846 | 17 233 548 | - | - | 1 573 835 | - | 41 560 306 | 41 478 334 |
| Intérêts et frais bancaires | 2 503 728 | - | 272 167 | 2 230 617 | - | 55 505 | 240 | - | 5 062 257 | 5 294 505 |
| Obligation liée à la mise hors service d'immobilisations | 5 126 356 | - | - | - | - | - | - | - | 5 126 356 | 8 743 271 |
| | 29 313 989 | 55 542 543 | 44 923 863 | 48 420 840 | 4 134 170 | 20 484 761 | 11 038 059 | - | 213 858 225 | 205 244 500 |
| EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE | 134 364 121 | (50 752 187) | (34 896 968) | (786 304) | (4 134 170) | (11 432 356) | (8 461 123) | 5 737 000 | 29 638 013 | 34 209 333 |

24. Tableau consolidé du rapprochement de l'excédent (du déficit) accumulé

| | Fonds de fonctionnement général \$ | Fonds de capital général \$ | Fonds de fonctionnement de la Régie des services publics d'eau et d'égouts \$ | Fonds de capital de la Régie des services publics d'eau et d'égouts \$ | Fonds en fiduciaire \$ | Entités contrôlées \$ | Total \$ |
|--|---------------------------------------|--------------------------------|--|---|---------------------------|--------------------------|--------------|
| Excédent au fonds pour l'année 2023, selon la Loi sur la gouvernance locale | 272 874 | 37 003 292 | 307 813 | 9 732 690 | - | (4 506 662) | 42 810 007 |
| Ajustements à l'excédent (au déficit) annuel pour 2023 selon les exigences de financement | | | | | | | |
| Excédent (déficit) de l'avant-dernier exercice | 1 753 145 | - | 680 796 | - | - | - | 2 433 941 |
| Écritures de régularisation, selon les NCSP | 33 186 899 | (66 254 440) | 17 066 625 | (23 173 329) | - | 3 595 966 | (35 578 278) |
| Dotations à l'amortissement | - | 24 326 758 | - | 17 233 548 | - | - | 41 560 306 |
| Remboursement du capital de la dette à long terme | (13 153 977) | - | (7 243 000) | - | - | (3 995 000) | (24 391 977) |
| Charge au titre des avantages postérieurs à l'emploi | 773 300 | - | - | - | - | - | 773 300 |
| Charge de retraits | 12 700 000 | - | - | - | - | - | 12 700 000 |
| Amortissement des gains actuariels (pertes actuarielles) | 3 976 000 | - | - | - | - | - | 3 976 000 |
| Charge au titre des indemnités d'invalidité | - | - | - | - | - | - | - |
| Capital du budget de fonctionnement | 6 644 009 | - | 5 635 008 | - | - | - | 12 279 017 |
| Total des ajustements à l'excédent (au déficit) annuel pour 2023 | 45 879 376 | (41 927 681) | 16 139 429 | (5 939 781) | - | (399 034) | 13 752 308 |
| Excédent (déficit) annuel pour 2023, selon les NCSP | 46 152 250 | (4 924 390) | 16 447 242 | 3 792 909 | - | (4 905 696) | 56 562 316 |

The City of Saint John
Notes complémentaires aux états financiers consolidés
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

25. Fonctionnement des entités contrôlées

| | Commission Saint John Transit \$ | Bibliothèque publique de Saint John \$ | Commission de TD Station \$ | Commission du centre aquatique des Jeux du Canada \$ | Centre des congrès \$ |
|-------------------------------------|---|---|-----------------------------------|---|-----------------------------|
| Total de l'actif | 23 719 153 | 1 464 561 | 2 430 994 | 379 016 | — |
| Total du passif | 9 240 387 | 73 034 | 1 865 104 | 376 933 | — |
| Excédent (déficit) accumulé | 14 478 766 | 1 391 527 | 565 890 | 2 083 | — |
| Total des revenus | 4 602 448 | 238 329 | 3 250 528 | 2 140 998 | 480 760 |
| Total des charges de fonctionnement | 12 989 581 | 591 632 | 3 826 365 | 2 852 558 | 501 391 |
| Excédent (déficit) annuel | (8 387 133) | (353 303) | (575 837) | (711 560) | (20 631) |

| | Lord Beaverbrook \$ | Saint John Energy \$ | Données consolidées de 2023 \$ | Données consolidées de 2022 \$ |
|-------------------------------------|---------------------------|----------------------------|---|---|
| Total de l'actif | 531 192 | 88 117 000 | 116 641 916 | 109 813 861 |
| Total du passif | 344 563 | — | 11 900 021 | 12 129 587 |
| Excédent (déficit) accumulé | 186 629 | 88 117 000 | 104 741 895 | 97 684 274 |
| Total des revenus | 365 872 | 5 737 000 | 16 815 935 | 31 535 017 |
| Total des charges de fonctionnement | 561 070 | — | 21 322 597 | 19 334 355 |
| Excédent (déficit) annuel | (195 198) | 5 737 000 | (4 506 662) | 12 200 662 |

Les entités susmentionnées sont incluses dans les états financiers consolidés. Les résultats de Saint John Energy sont inclus dans les états financiers consolidés au moyen de la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation.

The City of Saint John
Notes complémentaires aux états financiers consolidés
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

26. Rapprochement de l'insuffisance du financement à l'adoption des NCSP

Le 1^{er} janvier 2017, la Ville a adopté les NCSP. Par conséquent, certains passifs liés aux avantages sociaux ont dû être retraités pour refléter l'adoption de ces normes.

| | Ententes spéciales de prestations complémentaires | Indemnités de retraite | Régime de retraite pour les employés souffrant de maladie du cœur et de lésions pulmonaires |
|---|--|-----------------------------------|--|
| | \$ | \$ | \$ |
| Passifs au 31 décembre 2016 calculés à l'adoption des NCSP | 1 035 500 | 5 133 600 | 4 517 400 |
| Montant des passifs au 31 décembre 2016 financés au cours de l'exercice considéré | (313 000) | (1 185 400) | (1 325 400) |
| Solde à être financé au cours des prochains exercices | 722 500 | 3 948 200 | 3 192 000 |

The City of Saint John
Notes complémentaires aux états financiers consolidés
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

27. Autres renseignements sur les revenus et les charges

| | Budget 2023 | | |
|--|--------------------|-------------------|-------------------|
| | (note 2) | 2023 | 2022 |
| | \$ | \$ | \$ |
| REVENUS | | | |
| Autres revenus de sources autonomes | | | |
| Services de transport | 15 177 609 | 9 805 906 | 8 844 886 |
| Services de mise en valeur de l'environnement | 6 686 590 | 9 052 405 | 7 356 026 |
| Services de protection | 2 910 632 | 4 765 806 | 3 316 823 |
| Services gouvernementaux généraux | 3 245 554 | 4 511 526 | 1 695 329 |
| Services récréatifs et culturels | 1 096 514 | 1 502 390 | 1 198 633 |
| | 29 116 899 | 29 638 033 | 22 411 697 |
| Apports d'autres entités | | | |
| Services récréatifs et culturels | - | 1 074 546 | 615 563 |
| Services de transport | 250 000 | 220 989 | - |
| Services de protection | 20 000 | 24 550 | 27 843 |
| Services publics d'eau et d'égouts | - | - | 71 310 |
| Services gouvernementaux généraux | - | 308 154 | 85 142 |
| | 270 000 | 1 628 239 | 799 858 |
| Transferts gouvernementaux aux fins d'investissement en immobilisations | | | |
| Société de développement régional | - | - | 4 056 197 |
| Fonds pour le développement des collectivités du Canada | - | 5 590 175 | 2 929 806 |
| Soutien de financement pour le transport en commun et le logement | - | 1 873 000 | - |
| Fonds de développement communautaire | - | 1 408 229 | 580 639 |
| Ministère des Transports et de l'Infrastructure | - | - | 1 041 865 |
| Autres | - | 663 686 | 1 517 765 |
| Rénovations écoénergétiques majeures | - | 550 000 | 890 762 |
| Fonds à faibles émissions de carbone | - | 786 504 | - |
| Financement bilatéral intégré | - | 15 094 720 | 6 303 496 |
| Infrastructure Canada — Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes | - | 957 990 | 2 662 605 |
| | - | 26 924 303 | 19 983 136 |

The City of Saint John
Notes complémentaires aux états financiers consolidés
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

27. Autres renseignements sur les revenus et les charges (suite)

| | Budget 2023 (note 2) \$ | 2023 \$ | 2022 \$ |
|---|-------------------------------|-------------------|-------------------|
| DÉPENSES | | | |
| Services gouvernementaux généraux | | | |
| Services législatifs | | | |
| Conseil communal | 602 503 | 607 768 | 517 143 |
| Bureau du maire | 225 837 | 186 332 | 194 451 |
| | 828 340 | 794 100 | 711 594 |
| Directeur général | | | |
| Directeur général | 779 271 | 1 009 887 | 700 966 |
| Communications | 516 634 | 403 524 | 336 916 |
| Planification | 316 055 | 228 811 | 193 344 |
| | 1 611 960 | 1 642 222 | 1 231 226 |
| Services communs | | | |
| Évaluation foncière | 1 701 756 | 1 622 340 | 1 491 679 |
| Hôtel de ville | 1 009 471 | 1 011 057 | 981 122 |
| Assurance responsabilité civile | 550 000 | 538 821 | 487 609 |
| | 3 261 227 | 3 172 218 | 2 960 410 |
| Autres | | | |
| Amortissement | - | 8 978 077 | 8 974 593 |
| Charge de désactualisation – obligation liée à la mise hors service d'immobilisations | | 1 588 618 | - |
| Amortissement au titre de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations | | 3 537 738 | - |
| Autres | 9 856 797 | 2 654 183 | 2 241 955 |
| Systèmes et soutien informatiques | 3 511 071 | 3 439 469 | 3 047 823 |
| Frais de la dette | 15 927 210 | 2 503 728 | 2 538 707 |
| (Profits) charges liés aux avantages postérieurs à l'emploi | 9 460 000 | (7 620 306) | (10 903 437) |
| Finances | 1 250 757 | 1 950 674 | 1 886 885 |
| Ressources humaines | 1 942 089 | 2 503 978 | 1 827 258 |
| Gestion des matériaux | 995 568 | 945 410 | 902 771 |
| Avocat | 1 136 916 | 1 284 433 | 940 590 |
| Relations externes | 225 386 | 180 262 | 148 897 |
| Assurance | 138 860 | 113 428 | 133 977 |
| Greffier communal | 642 779 | 657 517 | 566 885 |
| Service à la clientèle | 999 115 | 808 044 | 887 484 |
| Commission de services régionaux | 176 383 | 180 197 | 28 566 |
| | 46 262 931 | 23 705 449 | 13 222 954 |
| Total des services gouvernementaux généraux | 51 964 458 | 29 313 989 | 18 126 184 |

27. Autres renseignements sur les revenus et les charges (suite)

| | Budget 2023 (note 2) \$ | 2023 \$ | 2022 \$ |
|---|-------------------------------|------------|------------|
| Services de protection | | | |
| Protection policière | | | |
| Activités policières | 17 342 680 | 14 971 836 | 14 509 177 |
| Enquêtes criminelles | 4 623 244 | 4 653 780 | 4 569 450 |
| Administration | 2 103 838 | 2 583 433 | 2 272 522 |
| Services de soutien | 1 812 844 | 2 366 459 | 2 140 701 |
| Postes et bâtiments | 970 834 | 1 097 316 | 1 001 636 |
| Véhicules | 1 106 149 | 669 776 | 640 979 |
| Services de détention | 179 975 | 183 004 | 169 147 |
| | 28 139 564 | 26 525 604 | 25 303 612 |
| Protection contre les incendies | | | |
| Activités de lutte contre les incendies | 26 208 265 | 22 895 864 | 22 494 534 |
| Prévention des incendies | 908 059 | 846 542 | 891 119 |
| Enquêtes sur les incendies | 66 123 | 63 709 | 60 295 |
| | 27 182 447 | 23 806 115 | 23 445 948 |
| Autres services de protection | | | |
| Centre de répartition d'urgence | 2 894 857 | 2 794 896 | 2 688 255 |
| Services d'inspection | 1 181 614 | 1 340 548 | 1 297 125 |
| Services d'application de la loi | 356 103 | 233 441 | 391 605 |
| Bâtiments dangereux | 374 428 | 148 839 | 264 267 |
| Mesures d'urgence | 360 216 | 222 923 | 285 220 |
| Normes minimales | 375 506 | 369 867 | 215 398 |
| Contrôle des animaux | 109 250 | 100 310 | 95 370 |
| | 5 651 974 | 5 210 824 | 5 237 240 |
| Total des services de protection | 60 973 985 | 55 542 543 | 53 986 800 |
| Services de transport | | | |
| Travaux publics | | | |
| Amortissement | - | 11 955 093 | 11 978 559 |
| Chemins et trottoirs | 17 322 306 | 11 138 975 | 12 575 639 |
| Autres services de drainage | 3 961 967 | 2 285 382 | 2 300 385 |
| Éclairage des rues | 1 060 000 | 951 587 | 921 382 |
| Opérations municipales | 350 328 | 357 266 | 293 143 |
| | 22 694 601 | 26 688 303 | 28 069 108 |

The City of Saint John
Notes complémentaires aux états financiers consolidés
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

27. Autres renseignements sur les revenus et les charges (suite)

| | Budget 2023 | 2023 | 2022 |
|--|--------------------|-------------------|-------------------|
| | (note 2) | | |
| | \$ | \$ | \$ |
| Ingénierie | | | |
| Ingénierie et systèmes de contrôle de la circulation | 2 396 798 | 2 180 164 | 1 799 290 |
| Transport | 1 252 328 | 1 026 213 | 1 022 026 |
| | 3 649 126 | 3 206 377 | 2 821 316 |
| Administration du stationnement | | | |
| Administration du stationnement | 2 613 732 | 2 060 031 | 2 122 923 |
| | 2 613 732 | 2 060 031 | 2 122 923 |
| Entités contrôlées à l'externe | | | |
| Commission Saint John Transit | 15 563 241 | 12 969 152 | 11 526 571 |
| | 15 563 241 | 12 969 152 | 11 526 571 |
| Total des services de transport | 44 520 700 | 44 923 863 | 44 539 918 |
| Services publics d'eau et d'égouts | | | |
| Eau et eaux usées de Saint John | | | |
| Amortissement | - | 17 233 548 | 17 150 242 |
| Eau potable | 15 911 714 | 14 068 521 | 13 711 007 |
| Eaux usées | 12 225 896 | 10 532 554 | 9 453 379 |
| Charges fiscales | 18 630 112 | 3 365 556 | 3 634 776 |
| Eau industrielle | 3 001 964 | 2 459 346 | 2 351 288 |
| Gestion des infrastructures | 709 667 | 614 971 | 559 542 |
| Charges internes | 1 020 100 | 146 344 | 175 514 |
| Total des services publics d'eau et d'égouts | 51 499 453 | 48 420 840 | 47 035 748 |
| Services d'hygiène du milieu | | | |
| Service sanitaire | 3 830 567 | 4 134 170 | 3 656 997 |
| Total des services d'hygiène du milieu | 3 830 567 | 4 134 170 | 3 656 997 |

The City of Saint John
Notes complémentaires aux états financiers consolidés
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

27. Autres renseignements sur les revenus et les charges (suite)

| | Budget 2023 (note 2) \$ | 2023 \$ | 2022 \$ |
|--|-------------------------------|-------------------|-------------------|
| Services de mise en valeur de l'environnement | | | |
| Recherche et planification | | | |
| Service d'urbanisme | 1 791 586 | 1 435 137 | 1 566 173 |
| Projet « Réussir et rester » | 92 785 | 114 237 | 124 846 |
| Logement abordable | 105 719 | 1 319 049 | - |
| Plan SJ | 220 600 | - | 68 059 |
| | 2 210 690 | 2 868 423 | 1 759 078 |
| Administration et systèmes d'information géographique (« SIG ») | | | |
| Atelier de menuiserie | 371 482 | 333 155 | 431 967 |
| SIG | 413 258 | 390 669 | 409 785 |
| | 784 740 | 723 824 | 841 752 |
| Développement économique | | | |
| Section commune du Market Square | 2 250 000 | 2 469 398 | 2 181 101 |
| Installations régionales | 1 863 835 | 799 236 | 672 896 |
| Réserve liée à la croissance | 350 000 | 88 875 | 84 350 |
| | 4 463 835 | 3 357 509 | 2 938 347 |
| Gestion immobilière | | | |
| Gestion des immeubles | 1 579 996 | 1 532 212 | 2 036 760 |
| Immobilier | 177 086 | 174 592 | 151 271 |
| | 1 757 082 | 1 706 804 | 2 188 031 |
| Autres services de mise en valeur de l'environnement | | | |
| Marché public | 1 144 015 | 1 184 940 | 1 041 073 |
| Développement communautaire | 3 383 078 | 3 341 320 | 3 246 937 |
| | 4 527 093 | 4 526 260 | 4 288 010 |
| Entités contrôlées à l'externe | | | |
| Commission du centre aquatique | - | 2 852 558 | 2 592 693 |
| Commission de TD Station | 2 324 818 | 3 826 365 | 3 860 450 |
| Develop Saint John | 195 763 | 121 627 | 243 385 |
| Centre des congrès | 725 035 | 501 391 | 393 279 |
| | 3 245 616 | 7 301 941 | 7 089 807 |
| Total des services de mise en valeur de l'environnement | 16 989 056 | 20 484 761 | 19 105 025 |

The City of Saint John
Notes complémentaires aux états financiers consolidés
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

27. Autres renseignements sur les revenus et les charges (suite)

| | Budget 2023 (note 2) \$ | 2023 \$ | 2022 \$ |
|---|-------------------------------|--------------------|--------------------|
| Services récréatifs et culturels | | | |
| Subventions culturelles | | | |
| Autres subventions culturelles | 2 991 012 | 1 272 715 | 1 358 685 |
| | 2 991 012 | 1 272 715 | 1 358 685 |
| Parcs | | | |
| Services généraux liés aux parcs | 2 095 731 | 2 229 437 | 2 086 674 |
| Rockwood Park | 405 699 | 278 392 | 310 241 |
| | 2 501 430 | 2 507 829 | 2 396 915 |
| Services communautaires | | | |
| Services récréatifs et parcs | 608 695 | 524 448 | 381 031 |
| Parcs et terrains de jeux | 336 497 | 244 382 | 120 301 |
| P.R.O. Jeunesse | 109 693 | 79 371 | 137 646 |
| | 1 054 885 | 848 201 | 638 978 |
| Autres services récréatifs et culturels | | | |
| Sports et loisirs | 3 152 752 | 2 958 202 | 2 640 506 |
| Amortissement | - | 1 551 980 | 1 412 338 |
| Centres communautaires | 666 282 | 625 980 | 499 530 |
| Services culturels | 129 827 | 120 446 | 122 207 |
| | 3 948 861 | 5 256 608 | 4 674 581 |
| Entités contrôlées à l'externe | | | |
| Bibliothèque publique de Saint John | - | 591 632 | 569 371 |
| Aréna Lord Beaverbrook | 443 700 | 561 074 | 412 027 |
| | 443 700 | 1 152 706 | 981 398 |
| Total des services récréatifs et culturels | 10 939 888 | 11 038 059 | 10 050 557 |
| Perte de placement | | | |
| Placement dans la Fondation Jeux Canada | - | - | 8 743 271 |
| | - | - | 8 743 271 |
| TOTAL DES DÉPENSES | 240 718 107 | 213 858 225 | 205 244 500 |

28. Instruments financiers et gestion du risque

Les instruments financiers comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements, les créances, les créditeurs et la dette. La Ville est exposée aux risques financiers suivants liés à l'utilisation d'instruments financiers : le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidité. La direction est responsable de la protection des ressources, de la gestion des risques et de la mise en œuvre de politiques et de cadres appropriés.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des instruments financiers de la Ville fluctuent en raison des variations des prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est exposée à certains de ces risques, comme il est décrit ci-dessous.

a) Risque de taux d'intérêt

La dette à long terme porte généralement intérêt à des taux fixes. Par conséquent, l'exposition aux flux de trésorerie n'est pas importante. Toutefois, la juste valeur des prêts assortis de taux d'intérêt fixes pourrait fluctuer en raison des fluctuations des taux d'intérêt sur le marché. Les équivalents de trésorerie et les autres placements portant intérêt représentent une exposition limitée au risque de taux d'intérêt en raison de leur valeur relative et de leur échéance à court terme.

b) Autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché. L'exposition de la Ville à d'autres risques de prix est limitée.

Risque de crédit

La Ville accorde du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle évalue continuellement la recouvrabilité des créances de ses clients et maintient une provision pour créances douteuses (note 5).

L'exposition de la Ville au risque de crédit à l'égard de ses autres actifs est liée à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux autres placements et au billet à recevoir. La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres placements de la Ville sont détenus auprès d'institutions financières solvables, comme les grandes banques à charte canadiennes. Le billet à recevoir de la Ville a été souscrit par la Power Commission of the City of Saint John.

Risque de liquidité

L'objectif de la Ville est de disposer de liquidités suffisantes pour régler ses passifs à leur échéance. La Ville surveille ses soldes de trésorerie et ses flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation afin d'être en mesure de respecter ses obligations. Au 31 décembre 2023, les passifs financiers les plus importants étaient les créditeurs et charges à payer et la dette à long terme.

Les créditeurs et charges à payer sont exigibles dans moins de un an, et l'échéance de la dette à long terme est présentée à la note 13.